

# DIRE OU SE TAIRE ?

*La place qu'occupent les médias dans les conflits internationaux et l'éthique journalistique.*

PAR JEAN PELLETIER

**L**ES PRISES D'OTAGES, INSTRUMENTS DE CHANTAGE des plus primitifs et barbares dans les conflits humains, constituent-elles encore des outils efficaces de négociation à cause de l'omniprésence des médias modernes ? Autrement dit, y aurait-il moins de prises d'otages si les médias refusaient de s'en faire l'écho ?

Le moindre responsable des relations avec la presse dans un ministère des Affaires étrangères, répondrait à ces deux questions par l'affirmative. Sans la couverture des médias, soutiendrait-il, les terroristes perdent l'avantage qu'ils détiennent au départ, celui de forcer l'issue d'un conflit à leur profit par la terreur. Sans le concours des médias, ils ne peuvent en effet «influencer» l'électorat du pays auquel ils s'en prennent. Sans la curiosité des journalistes, toujours à l'affût de réactions officielles, ils ne peuvent forcer la porte de la Maison-Blanche, de l'Élysée ou du 10 Downing Street pour se faire entendre.

La prise d'otages est l'arme du dernier recours. C'est vrai. Une arme hautement sophistiquée néanmoins et d'autant plus foudroyante qu'elle atteint, grâce aux satellites, des millions de cibles, du simple téléspectateur (électeur) dans le confort de sa maison au plus omnipotent des chefs d'État enfermé dans son abri anti-atomique à l'autre bout du monde.

COUVRIR OU NE PAS COUVRIR ? MONTRER OU CENSURER ?  
Dire ou se taire ? Là est la question.

Il n'y a pas de réponse simple et encore moins universelle. Autant il est faux de croire que les médias se font malgré eux ravisseurs quant ils rapportent une prise d'otage, autant on ne peut soutenir que leur rôle est «neutre» quand ils deviennent, en quelque sorte, le canal par lequel la négociation se déroule.

La crise des otages américains en Iran, de 1979 à 1981, aura en quelque sorte «modernisé» la prise d'otages. Voilà qu'un État choisit de cautionner la détention de diplomates pour parvenir à ses fins et opte donc pour le plus moyenâgeux des chantages comme instrument de sa politique étrangère.

Un tel choix politique n'avait de sens que si l'Iran de Khomeiny entretenait au départ la certitude que son geste allait porter ses fruits contre l'Amérique de Jimmy Carter.

Cette certitude, Téhéran l'avait.

Grâce à un usage extrêmement habile de la médiatique moderne, le régime des ayatollahs ne s'était-il pas hissé au pouvoir et n'avait-il pas eu raison du shah avec à peine quelques coups de feu tirés ? Il savait donc en novembre 1979 que, pour gagner contre la Maison-Blanche ou à tout le moins la «tenir en respect», il lui fallait atteindre les Américains chez eux, dans leur foyer.

Or, en envahissant l'ambassade des États-Unis en plein cœur de Téhéran, et en laissant ensuite les *networks* et les correspondants des grands journaux de la planète faire leur boulot «en toute liberté», ils y parvinrent bien au-delà de leurs espérances.

Du jour au lendemain, la diplomatie traditionnelle fut donc supplantée par la caméra vidéo, le correspondant en direct devenant le chargé d'affaires, le satellite, le seul canal diplomatique écouté.

LES IMAGES D'OTAGES AMÉRICAINS PARADÉS DANS LES rues de Téhéran, les yeux bandés, les mains ligotées, marqueront l'opinion publique américaine, et pour longtemps. Un an plus tard, en fait, ces images permettront l'élection d'un Ronald Reagan qui n'avait qu'une promesse, «*never again*».

Les médias américains, dans ce jeu, furent des complices actifs. Particulièrement la télévision. Si aujourd'hui Ted Koppel est ce qu'il est, l'un des journalistes les plus écoutés et respectés, c'est largement à cause d'une émission quotidienne qui vit le jour en novembre 1979 intitulée «*America held Hostage*».

Quel titre absurde quand on y pense aujourd'hui ! Ce n'était pas l'Amérique mais cinquante-trois diplomates qui étaient gardés en otage. Qu'à cela ne tienne. Jimmy Carter allait jouer le jeu, s'enfermant dans la Maison-Blanche pour ne plus en sortir, liant son sort à celui de ses compatriotes enfermés dans les sous-sols de la chancellerie américaine à Téhéran.

Un titre absurde, inventé sans doute par un rédacteur de nouvelles incapable de résister à une manchette choc, allait devenir pourtant, en quelques semaines, une description objective de la réalité politique américaine.

À partir du moment où la diplomatie traditionnelle se retirait du tableau, les médias allaient occuper le vide. Les journalistes dans l'Iran de Khomeiny, durant la crise des otages, jouiraient d'une plus grande immunité diplomatique que les diplomates eux-mêmes.

LA PERCEPTION DU CONFLIT PAR UN ÉLECTORAT SURCHAUFFÉ par la presse devint plus importante que la crise ne l'était en réalité. Alors que la Maison-Blanche aurait dû se tenir au-dessus du débat que lui imposait la presse, elle choisit de s'y abaisser.

À partir de ce moment-là, seule une victoire militaire aurait pu dénouer l'impasse. Une opération fut certes tentée mais échoua lamentablement dans le désert iranien. Le sort politique de Jimmy Carter était alors jeté.

La presse américaine, durant ces longs mois difficiles, a-t-elle eu raison de s'acquitter de son rôle comme elle l'a fait ? Non.

D'abord, s'il est essentiel de rapporter les faits, fallait-il le faire avec un tel pathos ? Fallait-il jouer le jeu du ruban jaune, du calendrier qui s'allonge, jour après jour, sans aucun espoir de règlement prochain ?